Au service
des peuples
et des nations

CYCLE DE PROGRAMMATION (2012-2016)

Evaluation des Résultats 2013

Programme de pays 2012-2016

Gouvernance Démocratique

Réduction de la Pauvreté et Atteinte des OMD

Environnement et Développement Durable

2013

CYCLE DE PROGRAMMATION
(Programme du Pays 2012-2016)

1. **Gouvernance Démocratique;**
2. **Réduction de la Pauvreté et Atteinte des OMD**
3. **Environnement et Développement Durable**

.....S. Tomé et Príncipe, le 30 janvier 2014

Indice

Acronymes 3

Contexte 4

Introduction 6

1. Objectifs 6

2. Méthodologie 7

I. Analyse des Performances du Programme et du Cadre des Résultats 8

1.1. Gouvernance Démocratique 8

1.1.1. Exécution Financière des Projets de Gouvernance Démocratique 10

1.2. Réduction de la Pauvreté et Atteinte des OMD 11

1.2.1. Exécution Financière des projets RP/OMD 13

1.3. Environnement et Développement Durable 15

1.3.1. Exécution Financière des projets EDS 16

II. Analyse des performances des domaines d'intervention et du cadre de résultats - 2013 ... 18

III. Conclusions 23

IV. Recommandations 25

ANNEXES 31

- **Liste des personnes rencontrées .....**
- **Ressources documentaires .....**
- **Tableau d'analyse sur l'état d'exécution des projets (janvier – décembre 2013) .....**
- **Tableau de bord du suivi des actions clés projets de Programme Govt/PNUD …… ……. 2012-2016 par secteur d'intervention (janvier – novembre 2013) .....**
- **Tableau d'analyse sur l'état de la performance du Plan Intégré du Bureau de Pays (IWP) 2013 (Janvier – Décembre 2013) .....**

Acronymes

CEN	: Commission Electoral Nationale
CPD	: Programme du Pays
CNE	: Centre National Endémies
ENRP	: Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté
HACT	: Harmonisation de Transfert de Fonds
GEF	: Fonds pour l'Environnement Mondial
GFATM	: Fonds Global
M&E	: Suivi et Evaluation
NIM/NGO	: Mise en œuvre Nationale/Organisations non-gouvernementales
INE	: Institut National de Statistique
OMD	: Objectifs du Millénaires pour le Développement
OMS	: Organisation Mondiale de la Santé
ONUDI	: Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel
ORP	: Observatoire de Réduction de la Pauvreté
PIB	: Produit Intérieur Brut
PA-UNDAF	: Plan d'Action du Plan-cadre des Nations Unies pour l'Assistance au Développement
P-M&E	: Plan de Suivi et Evaluation
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
RNDH	: Rapport National du Développement Humain
RDSTP	: République Démocratique de São Tomé et Principe
SIDA	: Syndrome d'Immunodéficience Acquise
SNU	: Système des Nations Unies
STP	: São Tomé et Principe
UCA	: Unité de Coordination d'Aide Publique au Développement
UNDAF	: Plan-cadre des Nations Unies pour l'Assistance au Développement
UNFPA	: Fonds des Nations Unies pour la Population
UNICEF	: Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
USD	: Dollar des Etats Unis d'Amérique
VIH	: Virus d'Immunodéficience Humaine

Contexte

L'évaluation dont porte le présent rapport est consacrée à la revue de l'exécution du programme de pays du PNUD à Sao Tomé et Principe en 2013. Elle s'est déroulée sur une période allant du 28 novembre au 20 janvier 2014, l'approche participative ayant été conduite avec les différents partenaires de mise en œuvre de façon conjointe et par domaine d'intervention entre le 28 novembre 2013 et le 15 janvier 2014.

En fait, suite au processus de consultation entamé le premier trimestre 2011, avec l'implication des institutions centrales, régionales et locales dans le but de trouver une plus grande participation nationale dans la planification d'actions de développement du pays soutenues par le Système des Nations Unies, le programme du Pays/PNUD 2012-2016 a été approuvé par le Conseil d'Administration vers la mi-2011.

C'est aussi dans ce cadre que l'UNDAF, Cadre des Nations Unies pour l'Assistance au Développement, a été signé au deuxième trimestre de 2011, entre le Coordinateur Résident et le Ministre des Affaires Etrangères, Coopération et Communautés, contre signé par les représentants des agences résidentes et non résidentes, gardant les quatre effets initialement décrites.

Ayant été adopté par le Coordonnateur Résident l'option Plan d'Action de l'UNDAF pour l'intégration de leurs respectifs Programmes du Pays 2012-2016, le gouvernement de RDSTP et les autres représentations du Système des Nations Unies, les quatre agences résidentes et les non-résidentes du SNU ont pris l'engagement de mobiliser, pour tout le cycle, un financement global de 50.772 mil dollars américains.

Aussi, en janvier, une présentation du Programme-Cadre de Coopération 2012-2016, a été faite par le PNUD aux membres du gouvernement, dont le montant s'élève à 22 millions cinq cents-soixante-huit mille dollars des États-Unis (22,568,000), desquels 2.068.000 représentent les ressources ordinaires et 20 500 000 ressources mobilisées, notamment du Fonds Mondial contre le paludisme, la tuberculose et le VIH/SIDA et le Programme Régional AAP-Changement Climatique.

Pour 2012, l'engagement pris par le PNUD reflète une programmation financière dans la valeur totale de USD 2.060.774, dont :

- 545.000 correspondant à des ressources régulières, et

- ❖ 1.460.774 à des ressources mobilisées du Fonds Fiduciaire japonais pour le Programme Régional AAP-MC.

Pour **2013**, la programmation globale s'est élevée à USD **6.207.807**, dont:

- ❖ 967.730 des ressources régulières et 334.018 du Programme Régional (RBA) et,
- ❖ 5.240.077 des ressources non régulières mobilisées: Coopération Bilatérale, BAD, Fonds Mondial, Commission Européenne, EU, Fonds japonais et Fonds d'Environnement Mondial (GEF-LDC/NAPA).

Ce montante de 2013 mentionné a été distribué comme suit pour les trois domaines d'intervention :

- 384.905 USD pour le domaine de la Gouvernance démocratique, dont 84.905 provenant des ressources mobilisées ;

- 5.653.902 USD pour le domaine de la Lutte contre la Pauvreté et Atteinte des OMD, dont 4.952.522 mobilisés du Fonds Mondial (Malaria/VIH/SIDA et Tuberculose);

- 169.000 USD pour l'axe de l'Environnement et Développement Durable, ressources mobilisées auprès du GEF.

Introduction

1. Objectifs

L'objectif de cet exercice est l'évaluation des résultats atteints en 2013 en fonction des domaines d'intervention et dans le cadre du CPD 2012-2016. Ces domaines d'intervention seront analysés en conformité avec:

- Leur pertinence à la lumière des priorités et des besoins de développement du pays;

- La conformité des projets et des respectifs Plans Annuels de Travail/ Plans Suivi et Evaluation (PAT/M & E-PAT) mis en œuvre dans le cadre du PA-UNDAF 2012-2016 et basé sur le Programme de Pays, les objectifs et les cibles convenu lors de leur conception ;

- La conformité des réalisations relatives au Plan Stratégiques du PNUD 2014-2017, à l'UNDAF, à l'ENRP et aux OMD ;

- Le degré de réalisation, tant quantitatives que qualitatives, des plans annuels de travail et des plans de suivi et évaluation, relativement à leur pertinence vis-à-vis du Cadre de Résultats du CPD 2012-2016;

- L'état de suivi par le Bureau pays et des partenaires de mise en œuvre.

Il s'agit en fait, de trois effets de l'UNDAF pour lesquels le PNUD se propose donner sa contribution dans le cycle de programmation de 2012-2016:

- D'ici 2016, les institutions de nationales au niveau central et local, mettent davantage en œuvre, les règles et principes de bonne gouvernance des affaires publiques en vue de la consolidation de l'État de Droit. (EFFET 1).

- D'ici 2016, les populations, notamment les jeunes et les femmes, ont davantage accès aux ressources productives en vue de la réduction de leur vulnérabilité. (EFFET 2).

- D’ici 2016, le Gouvernement et les districts, ainsi que les populations adoptent des techniques et comportements favorables à un environnement durable et assurent une meilleure prévention et gestion des risques et catastrophes naturelles. (EFFET 4).

2. Méthodologie

La méthodologie utilisée pour cette évaluation a consisté en: i) une analyse de tous les documents disponibles, ii) discussions avec les analystes de programme (de chaque domaine d’intervention) et iii) un dialogue étendu avec tous les partenaires nationaux.

Le rapport d’évaluation sera divisé en deux parties; la première se référant à l’analyse des performances des projets et la deuxième à la performance des domaines d’intervention et les cadres de résultats respectifs. Une comparaison succincte sera faite avec la période homologue de 2012.

I. Analyse des Performances du Programme et du Cadre des Résultats

L'analyse qui suit se base sur les projets insérés dans les trois domaines d'intervention du PNUD et les effets de l'UNDAF auxquels ils sont associés:

1.1. Gouvernance Démocratique

EFFET 1: D'ici 2016, les institutions de nationales au niveau central et local, mettent davantage en œuvre, les règles et principes de bonne gouvernance des affaires publiques en vue de la consolidation de l'État de Droit.

En ce qui concerne la Gouvernance Démocratique, la contribution du PNUD en 2013 s'est résumée fondamentalement à l'appui aux autorités dans le cadre des projets suivants:

- *Forum National sur le Pétrole (nº* 00014850 ''*FNP")*

Les activités de ce projet cette année se sont centrées dans l'appui dans l'appui au Cabinet de l'Enregistrement et Information Publique, GRIP:

- Construction de deux interfaces WEB et de la Base de données du GRIP;
- Cycle de séminaires d'information sur les activités du dossier du pétrole à STP réalisées par GRIP dans les districts et la RAP.

Une entreprise a été recrutée pour développer et présenter la base de données du GRIP; la publication des magazines informatifs sont en phase d'achèvement, les programmes de radio et télévision ont été produits et diffusés.

- *Appui à l'Assemblée Nationale (*nº 00082390 ''*AAN")*

  Ce projet vise la création, installation, configuration et fonctionnement de la Base de Données pour les Activités Parlementaires, BADAP;

  - Quatre *fluxogrammes* principaux qui vont permettre l'élaboration de BADAP ont été définis;

- L'Université portugaise d'Aveiro a été recrutée pour développer la Base de données mentionnée.

- *Appui à la Réforme de la Justice (*nº 00082391 ''*ARJ")*

Les activités étaient virés vers la Police de l'Investigation Criminelle, PIC, qui a été considéré par le gouvernement comme secteur prioritaire:

- Consultant international recruté, cofinancé par le Portugal, appuyé par consultant national, pour la formulation de la Loi organique, Règlements, Normes et Procédures de la PIC;

- Acquisition et fourniture de matériel informatique et de bureau faite.

La Loi organique, Règlements, Normes et Procédures de la PIC sont en vigueur.

- *Renforcement de Capacité des Organes du Pouvoir Local (*nº 00082392/000661180 ''*RCOPL")*

  - Le PTA et le Plan de M & E formulés et signés.

Les activités de ce projet non pas été réalisées en 2013 par manque de collaboration du partenaire national.

- *Appui au Processus Electoral dans les PALOP et Timor Lest, Pro-PALOP-TL (*nº00075849/00060268 ''*APE-PALOP-TL")*

La majorité des activités du projet avait déjà été réalisée l'année précédente. Celles de l'année 2013 se sont résumées, essentiellement, à l'appui donné:

- À la Commission Nationale Electorale dans l'amélioration de la Base de Données pour le Recensement Electoral. Suite aux recommandations d'audit faite à cette base de donnée développée et corrige par NOVAMERIC, un consultant IT a été recruté pour appuyer la CEN dans l'actualisation des listes électorales.

- A la Cour Suprême dans l'organisation de la Conférence sur *Litige, Justice et Conflits Electoraux.*

- Au renforcement de capacités des membres de la Commission électorale (CEN) et d'autres organes intervenant dans l'administration électorale.

1.1.1. Exécution Financière des Projets de Gouvernance Démocratique

USD 384 905 des fonds (TRAC-04000, 3000-coopération bilatérale et la coopération multilatérale (EU)-30079) Ont été allouées aux projets comme suit :

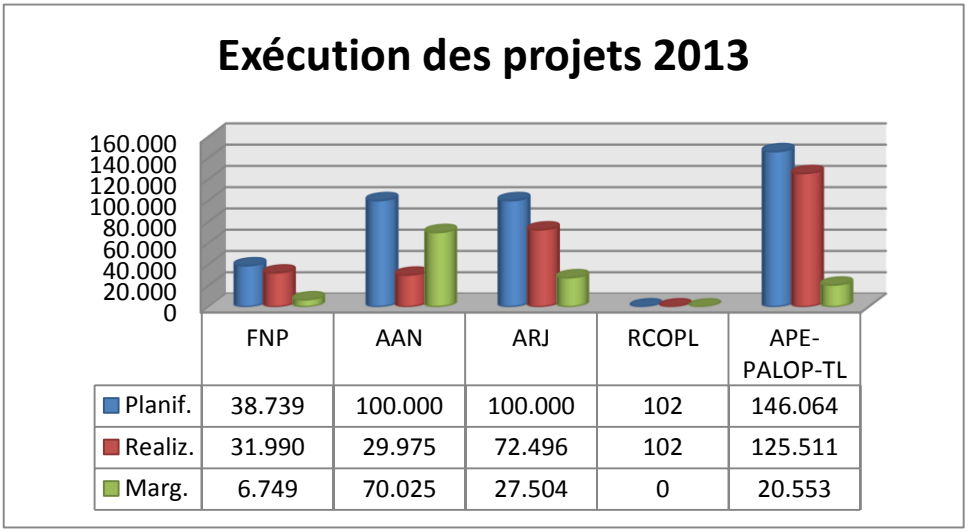
i) 00014850/00014850 (Forum National du Pétrole '' FNP'') USD 38.739 et USD 31.990 ont été dépensés;

ii) 00082390/00066178 (Appui à l'Assemblée Nationale '' AAN'') avec un budget de USD 100.000, seulement USD 29.975 ont été déboursés.

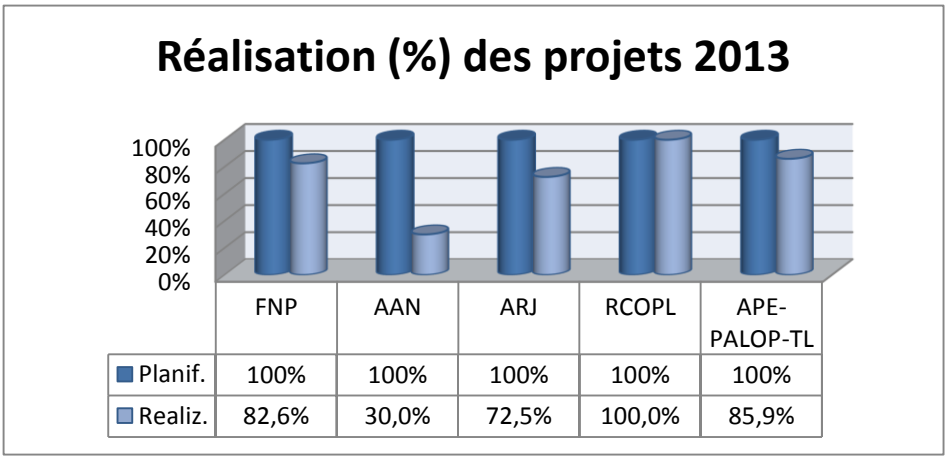
iii) 00082391/00066180 (Appui à la Réforme de la Justice '' ARJ'') un budget également de USD 100.000 et réalisation d'un montant de USD 72.496.

iv) 00082392/00066180 (Renforcement des Capacités des Organes du Pouvoir Local ''RCOPL''), attribution de USD 102 pour couvrir seulement la réalisation de quelques dépenses minimes.

v) 00075849/00060268 (Appui au Processus Electoral/PALOP-TL ''APE/PALOP-TL''), avec un financement approuvé de USD.146.064, a eu USD125.511 dépensés.



	FNP	AAN	ARJ	RCOPL	APE-PALOP-TL
Planif.	38.739	100.000	100.000	102	146.064
Realiz.	31.990	29.975	72.496	102	125.511
Marg.	6.749	70.025	27.504	0	20.553



1.2. Réduction de la Pauvreté et Atteinte des OMD

EFEITO 2: D'ici 2016, les populations, notamment les jeunes et les femmes, ont davantage accès aux ressources productives en vue de la réduction de leur vulnérabilité.

Les projets de ce domaine d'intervention ont été:

- *Appui au Septième Programme du Pays 2012-2016 (00081398/00064744"A7CPD"),*

  Qui propose:

  - Conclusion du SISA par Silvernut
  - Elaboration du Rapport final de l'Etude sur le mécanisme de Suivi de APD
  - Finalisation du processus de sélection du thème du RNDH de 2013

L'étude sur le Mécanisme de Suivi de l'APD a été conclue et le renforcement de capacité des formateurs de l'équipe pluridisciplinaire NIM/ONGs a été fait. Suite à une réflexion participative qui a terminé avec le choix du thème du RNDH, on a procédé à sa divulgation.

Le suivi de l'état réel de la base de données SISA développée par SILVERNUT a été assuré ainsi que l'appui technique et administratif au projet de suivi du CPD.

- *Appui au Mécanisme de Planification (00081405/00064754"AMP")*

  - La direction du plan a travaillé avec l'Institut National des Statistique pour finaliser les TDR pour l'élaboration de l'enquête sur l'indice de productivité de l'économie de STP,

  - Identifié le bureau pour élaborer le troisième rapport sur état d'avancement des OMD.

La deuxième génération du DSRP a été disséminée; le PAP 2013-2016 a été formulé et présenté dans la conférence des donateurs réalisée en juillet 2013.

- *Renforcement de la Réponse Nationale à l'Epidémie de Tuberculose (00072957/00058652"RNT")*

  Vise produire:

  - Rapport des nouveaux malades de TB avec *bacyloscopie* positive traités avec succès.
  - Rapport des malades avec MDR-TB confirmé en laboratoire enregistrés dans la deuxième ligne de traitement anti-TB.

Les activités, selon le plan annuel de mise en œuvre du projet, ont été suivies par l'Unité du Fonds Mondial.

- *Consolidation des Actions pour l'Elimination du Paludisme (00080294/00062989"EM")*

  Vise:

  - Pulvérisation résiduelle de l'intérieur des domiciles;

  - Traitement anti-malaria à 2835 personnes selon le protocole national;

- *Renforcement de la Réponse à l'Epidémie HIV/SIDA (00081638/00064992"HIV/SIDA')*

  Concerne:

  - Des services de conseil et de dépistage du VIH.

Des actions de communication pour le changement de comportement ont été réalisées pour 45 professionnels du sexe, 32 ont bénéficié de traitements antirétroviraux de deuxième intention et 36 ont profité d'actions de formation et de projets générateurs de revenus.

Appui aux OMD (Agenda pos 2015- 00045545/00071832) financé avec des fonds du RBA (Bureau Régional pour l'Afrique) se propose à:

- La réalisation de rencontres avec des institutions publiques et la société civile,
- La réalisation du Rapport sur la contribution du pays pour l'Agenda du Développement pos 2015,
- L'élaboration de la Vision de long terme pour 2030.

Des rencontres avec les institutions publiques et la société civile ont été réalisés, il a été rédigé, après un processus très participatif, le Rapport sur la contribution du pays pour l'Agenda de Développement pos 2015; la vision 2030 a été formulée et le rapport soumis au gouvernement.

Les projets suivant ne sont pas évalués dans ce cadre dû leurs spécificité. Trois d'entre eux dont la gestion est sous la responsabilité du Coordinateur Résident:

- *Projet d'Appui au Développement des Services (00042907/00038604"DSS")*
- *Gestion des projets de la Région Centre (00062631/00045545"PRC")*
- *Renforcement des Capacités de Coordination (00044120/00039371"RCC-CR")*

et un autre qui assure le fonctionnement de l'unité de gestion de la BAD:

- *Gestion du Projet ADBF (00053822"G-ADBF")*

1.2.1. Exécution Financière des projets RP/OMD

USD. 5.785.045 ont été alloués aux dix projets insérés dans le domaine de la Réduction de la Pauvreté et atteinte des OMD et distribués comme suit:

i) 00081398 (Appui au 7º programme du pays'' A7CPD'') USD 273.000,00 financé par le fonds TRAC, avec une réalisation de USD 242.267;

ii) 00081405 (Appui au mécanisme de planification ‘’AMP’’) avec USD. 67.300,00, financé aussi avec le fonds TRAC et les dépenses s’élevèrent à USD 37.817;

iii) 00072957 (Réponse Nationale à l’Epidémie de Tuberculose ‘’ RNT’’) USD 311.252 financé par le Fonds Mondial a eu une dépense de USD 289.083;

iv)00080294 (Actions pour l’Elimination du Paludisme ‘’AEM’’) avec USD 3.706.412 financé aussi par le Fonds Mondial a dépensé USD 2.248.651;

v) 00081638 (Renforcement de la Réponse à l’Epidémie du HIV/AIDS) avec un budget de USD 814.213 financé également par le Fonds Mondial n’a dépensé que USD 398.191;

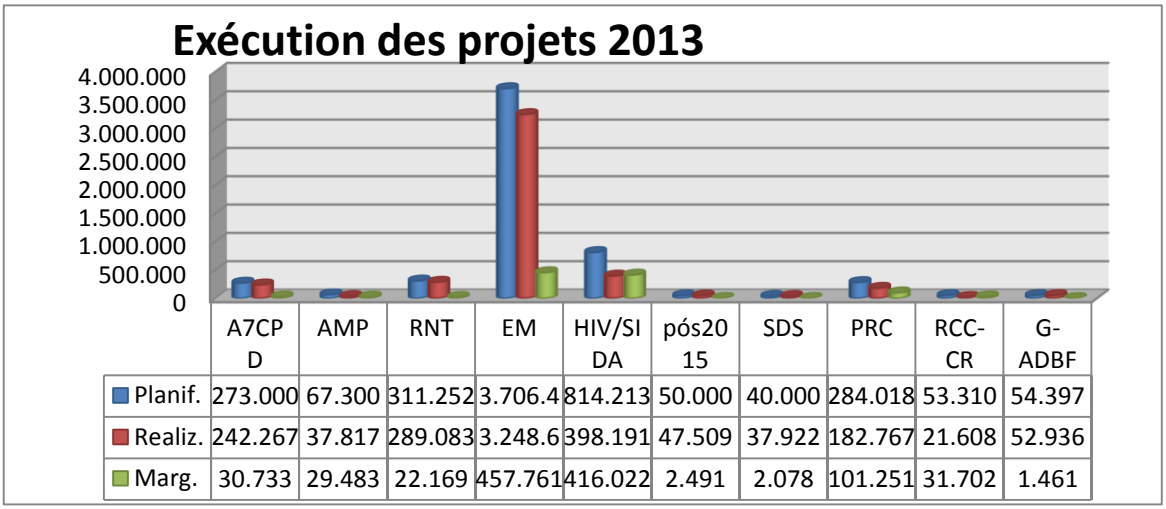
vi)00071832, (Appui aux OMD - Agenda pos 2015) a eu un budget de USD 50.000,00 du fonds 04210- Fonds du RBA (Bureau Régional pour l’Afrique), et a utilisé de façon satisfaisante les fonds mis à sa disposition ayant réalisé des dépenses que se sont élevées à USD 47 509, soit 95 % ;

vii) 00042907/00038604 (Appui au Développement des Services ‘’SDS’’) a eu une allocation budgétaire de USD. 40.000, du Fonds 04400, et les dépenses ont été proches des 100% puisqu’elles ont atteint USD 37.922;

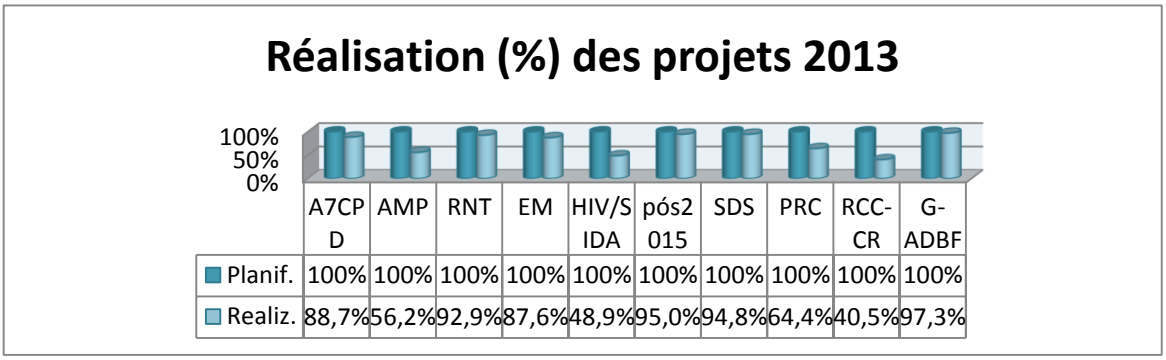
viii) 00062631/00045545 (Gestion du Projet de la Région Centre ‘’PRC’’) financé aussi par le Fonds 04210, dans l’ordre des USD 284.018 ; les dépenses s’élevèrent à USD 182.767;

ix) 00044120/00039371 (Renforcement des Capacités de la Coordination – Coordinateur Résident ‘’RCC-CR’’) financé par le Fonds 04500 dans un montant de USD. 53.310 et a dépensé seulement USD. 21.607,91;

x) 00053822 (Gestion des Projets ADBF ‘’ G-ADBF’’) budgétisé à USD. 54.397, financement de la BAD, Fonds 30031, a réalisé des dépenses de USD 52.936.



	A7CPD	AMP	RNT	EM	HIV/SIDA	pós2015	SDS	PRC	RCC-CR	G-ADBF
Planif.	273.000	67.300	311.252	3.706.4	814.213	50.000	40.000	284.018	53.310	54.397
Realiz.	242.267	37.817	289.083	3.248.6	398.191	47.509	37.922	182.767	21.608	52.936
Marg.	30.733	29.483	22.169	457.761	416.022	2.491	2.078	101.251	31.702	1.461



	A7CPD	AMP	RNT	EM	HIV/SIDA	pós2015	SDS	PRC	RCC-CR	G-ADBF
Planif.	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Realiz.	88,7%	56,2%	92,9%	87,6%	48,9%	95,0%	94,8%	64,4%	40,5%	97,3%

1.3. Environnement et Développement Durable

EFEITO 4: D'ici 2016, le Gouvernement et les districts, ainsi que les populations adoptent des techniques et comportements favorables à un environnement durable et assurent une meilleure prévention et gestion des risques et catastrophes naturelles.

Dans cet axe d'intervention, l'action s'est résumée, essentiellement, à la mobilisation des ressources pour le financement des projets liés aux changements climatiques.

- **Appui des Approches Intégrées visant à l'Adaptation aux Changements Climatiques en Afrique "PAA" 00072597/00058436 financé par le fonds japonais TTF AAP-32045** a été opérationnellement fermé en 2013.

- Améliorer les Capacités des Communautés Rurales de Caué, Me-Zochi, Principe, Lemba, Cantagalo et Lobata aux options de Résilience Climatiques (Adaptation en Milieu Rural) 00086271/00073481
- Promotion de la Durabilité Environnementale et de la Résilience aux Changements Climatiques 00087147/00075032
- Renforcement de l'Information Climatique et des Systèmes d'Alerte Précoce à STP (Système d'Alerte Précoce) 00074452/00086865

Tous ces projets sont financés par le fonds GEF-62000 & 62160

Un consultant a été recruté et a déjà fait la mobilisation des fonds pour donner suite à la réalisation des activités des projets en 2014.

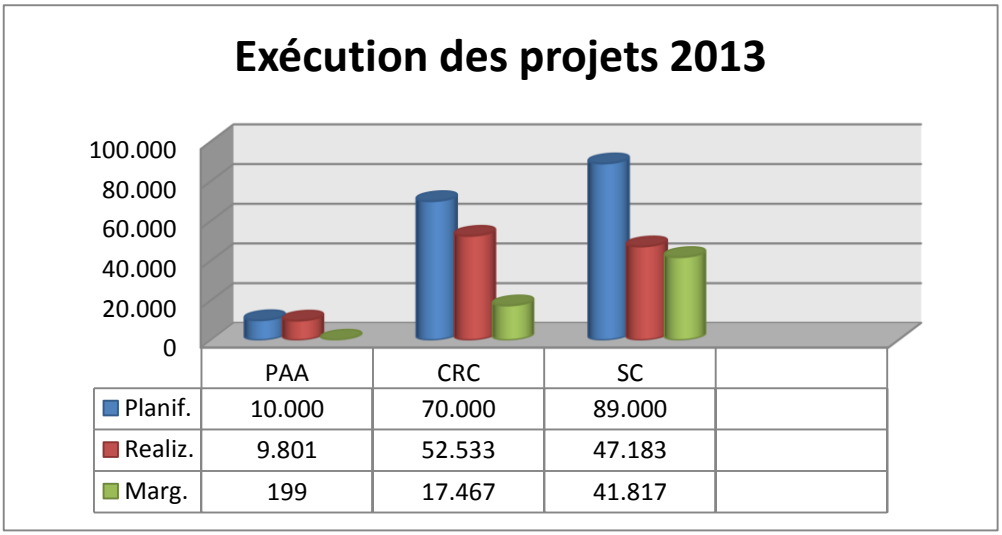
1.3.1. Exécution Financière des projets EDS

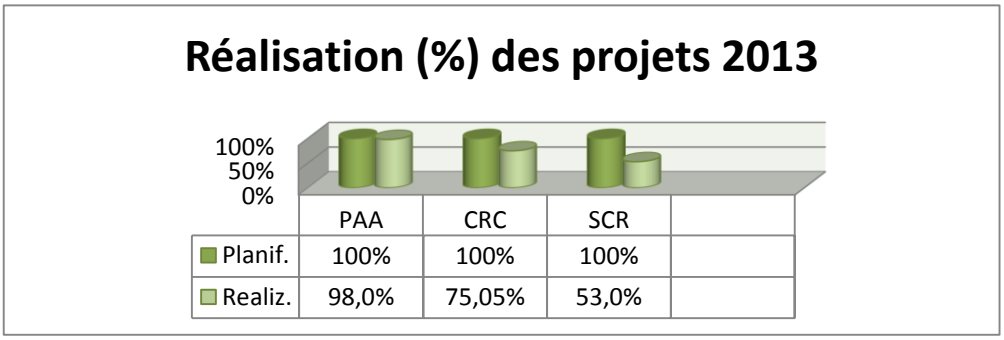
Les USD 169.000,00 budgétisé pour ce domaine ont été distribués de la façon suivante:

i) 00072597/00058436, programme d'Adaptation aux Changements Climatiques en Afrique ''PAA'' avec USD 10.000 et une réalisation de USD 9.801;

ii) 00086271/00073481 (Adaptation en Milieu Rural) avec un budget de USD 70.000, et dépenses de USD 52.533.

iii) 0087147/00075032 (Promotion de la Durabilité Environnementale) montant planifié : USD 89.000 et réalisé seulement USD 47.183.




Réalisation (%) des projets 2013
100%
50%
0%
PAA
CRC
SCR
Planif.
100%
100%
100%
Realiz.
98,0%
75,05%
53,0%

II. Analyse des performances des domaines d'intervention et du cadre de résultats - 2013

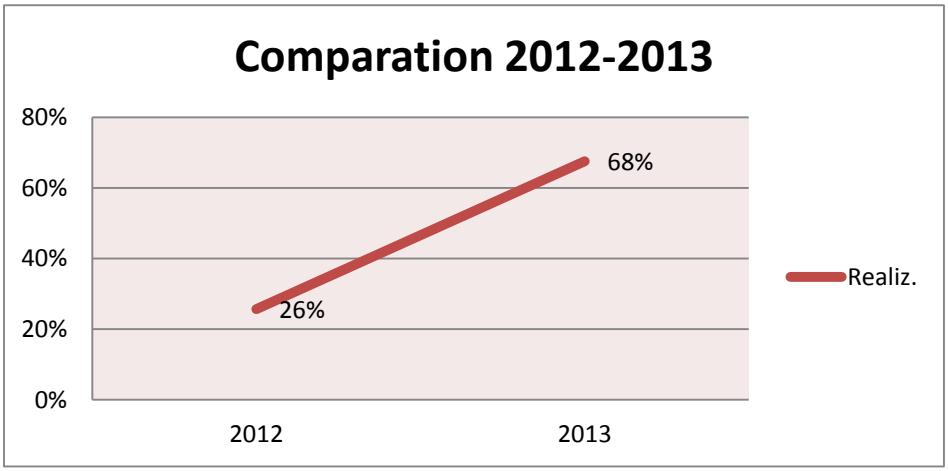
Il existe une cohérence entre les priorités et les besoins nationaux et le programme du PNUD pour le pays exprimée à travers les trois domaines d'intervention. Les projets insérés dans ces domaines sont en conformité avec les divers instruments de programmation notamment le Plan Stratégique du PNUD 2014, l'UNDAF, le DSR et les OMD. Le tableau ci-dessous montre cette cohérence.

AXE D'INTERVENTION PROGRAMME-PAYS	EFFETS UNDAF	PRIORITÉS DE DÉVELOPPEMNT NATIONALES	OMD
Gouvernance démocratique	D'ici 2016, les institutions de nationales au niveau central et local, mettent davantage en œuvre, les règles et principes de bonne gouvernance des affaires publiques en vue de la consolidation de l'État de Droit.	Réforme des institutions publiques et le renforcement de la politique de bonne gouvernance	Déclaration du Millénaire pour le développement
Réduction de la pauvreté et atteinte des OMD	D'ici 2016, les populations, notamment les jeunes et les femmes, ont davantage accès aux ressources productives en vue de la réduction de leur vulnérabilité.	Promotion d'une croissance économique durable et intégrée	Réduire l'extrême pauvreté et la faim
Environnement et développement durable	D'ici 2016, le Gouvernement et les districts, ainsi que les populations adoptent des techniques et comportements favorables à un environnement durable et assurent une meilleure prévention et gestion des risques et catastrophes naturelles.	Intégration des questions de changements climatiques dans les politiques du pays	Assurer un environnement durable

Malgré les défis dans le domaine de la Gouvernance Démocratique, le budget a été de : en 2012 de USD 372.073 et de USD 384.905 dans l'année en analyse (2013). Selon les

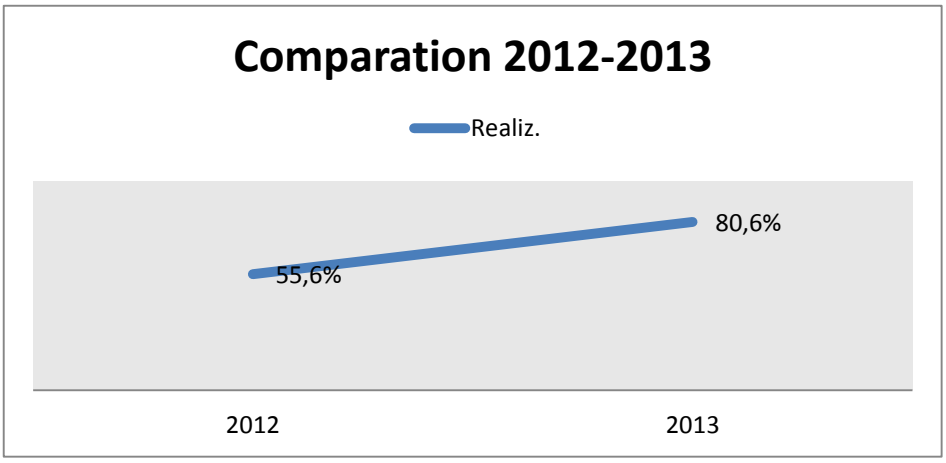
réalisations, il y a eu amélioration en ce qui concerne l'absorption du montante alloué à chaque projet ; 68% en 2013 et seulement 26% en 2012.

	2012	2013
Planifié	372.073	384.905
Réalisé	95.467	260.074
Delivery (%)	25.7	67.6



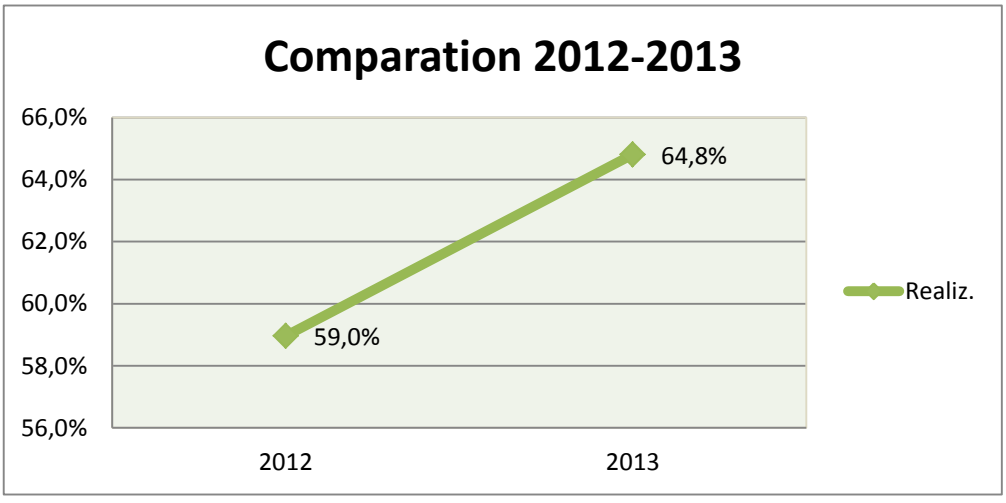
Relativement à l'Axe Réduction de la Pauvreté et Atteinte des OMD, si l'on compare le budget de l'année 2012 et 2013, on vérifie une augmentation de USD 2.660.511,00 à USD 5.653.902; en plus, la réalisation de cette année a été plus satisfaisante, comme illustré dans le tableau et graphique en bas;

	2012	2013
Planifié	2.660.511	5.653.902
Réalisé	1.479.135	4.558.751
Delivery (%)	55.6	80.6

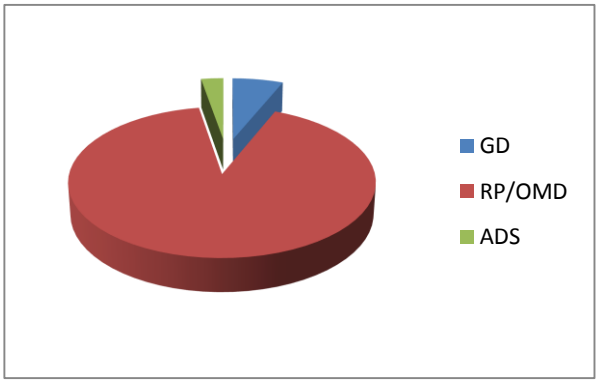


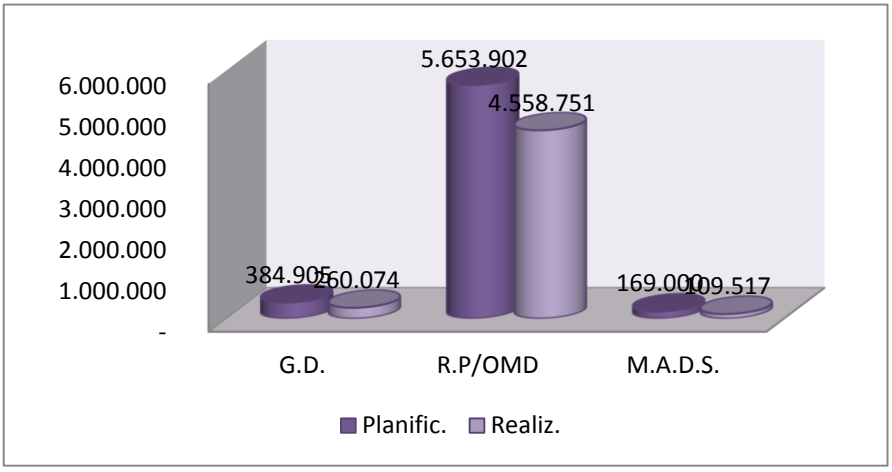
Comme mentionné avant, concernant le domaine de l'Environnement et Développement Durable l'année 2013 a été surtout dédiée à la mobilisation des fonds pour la continuité d'exécution des projets définis dans cet axe. Conformément à ce qui a été fait pour les deux autres domaines d'intervention, nous présentant le tableau et le graphique ci-dessous qui montrent, d'une façon plus clair, les réalisations des projets dans ce domaine.

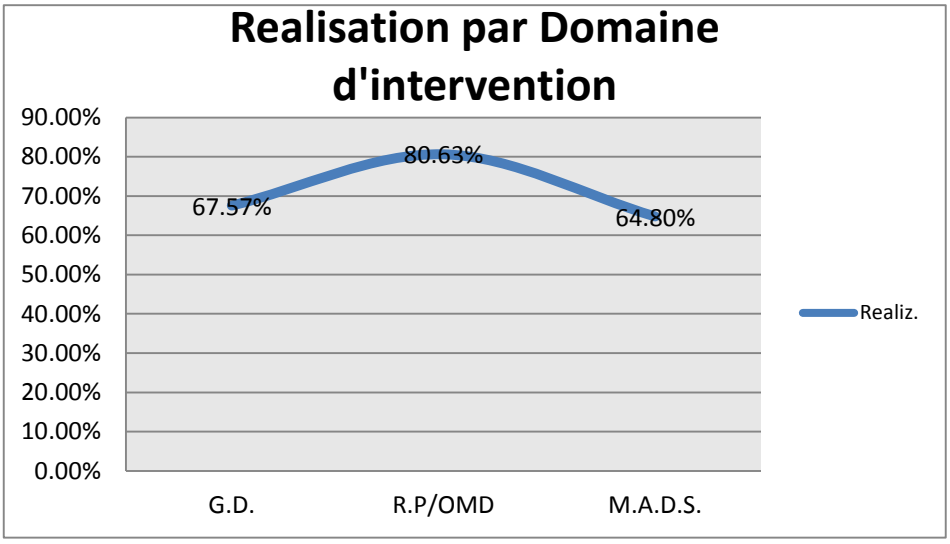
	2012	2013
Planifié	1.515.995	169.000
Réalisé	893.848	109.517
Delivery (%)	59	64.8



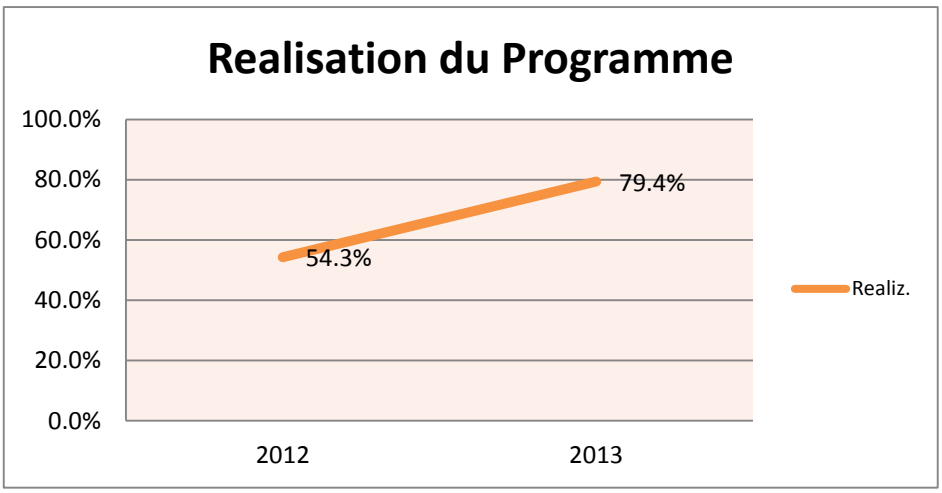
La Réduction de la Pauvreté et l'Atteinte des OMD a été l'axe qui a bénéficié d'un financement le plus élevé en 2013 et a réussi un taux de réalisation supérieur à 80% comme les montrent les graphiques qui suivent:







Il est visible l'amélioration de la performance dans la mise en œuvre du Programme de Pays comme le montre ce graphique :



III. Conclusions

La présente évaluation visait trois objectifs principaux :

- Evaluer l'exécution des projets assignés aux portefeuilles Gouvernance, Pauvreté/OMD et Environnement/Développement durable, avec mise en exergue des forces et des faiblesses ;
- Evaluer la coopération et le partenariat de mise en œuvre.
- Formuler des recommandations au bureau de pays et aux partenaires de mise en œuvre pour un environnement sain et d'appropriation durable nationale des programmes et projets appuyés par le PNUD à São Tomé e Príncipe.

Le Programme de pays du PNUD en République Démocratique de Sao Tomé et Principe est articulé autour de trois thématiques et d'une problématique transversale. Les thématiques sont :

(i) la bonne gouvernance ;
(ii) la lutte contre la pauvreté ; et
(iii) la protection de l'environnement.

La problématique transversale est le genre.

L'évaluation de ce Programme pour l'année 2013 montre un bon niveau de cohérence avec ses principaux référentiels qui sont l'UNDAF, les OMD et la deuxième génération de la Stratégie de réduction de la pauvreté, mais nécessite un alignement plus consentant avec le nouveau plan stratégique du PNUD 2014-2017, dans la perspective de la planification 2014.

L'analyse de la structure des trois portefeuilles révèle les suivants :

- Au niveau du portefeuille Bonne Gouvernance, 5 projets ont été passés en revue
- 10 projets ont été passés en revue pour le secteur de Pauvreté/OMD
- Au niveau du domaine d'intervention de l'Environnement/Développement rurale, 4 projets ont été passés en revue.

La lutte contre la pauvreté recueille en 2013 91% des financements, contre 6% pour la Bonne gouvernance et 3% pour la protection de l'environnement. La part importante de la lutte contre la pauvreté s'explique en partie par le fait qu'elle englobe aussi les stratégies de réalisation des objectifs du millénaire pour le développement. En réalité cette prépondérance est due à l'importance relative des ressources consacrées à la lutte contre le paludisme et le Sida, dans le cadre du Fonds Mondial consacré à ces maladies, se situant globalement pour l'année couverte à USD 5.653.902.

D'après le plan intégré du bureau de pays pour l'année couverte, 2013, la cible pour le secteur de l'environnement/développement durable se focalisait sur la mobilisation des ressources, ce qui en fait a été possible. Le bureau a pu mobiliser pour ce secteur une somme importante qui s'élève à plus de 5 millions de dollars pour la période allant de 2013 à 2015. Selon la prévision et les arrangements avec le donateur GEF, un ASL de 1.260.000 est à allouer dès les premiers jours de janvier 2014 pour le projet *Renforcement de l'Information Climatique et des Systèmes d'Alerte Précoce à STP (Système d'Alerte Précoce) 00074452/00086865*.

La stratégie de lutte contre la pauvreté apparaît donc ne pas faire beaucoup de place aux activités génératrices de revenus en faveur des populations pauvres, d'où la nécessité de consacrer dans la planification 2014 pour la pérennité des acquis, dans la mesure où elles permettent aux plus vulnérables de se construire progressivement une autonomie économique qui les aide à sortir des logiques d'assistance et de la dépendance vis-à-vis des filets sociaux. Les limites du Programme à cet égard sont essentiellement dues au fait que les ressources du Fonds Mondial de Lutte contre le Paludisme, le Sida et la Tuberculose, qui constituent l'essentiel des financements, ne peuvent être utilisées à d'autres fins.

La mise en œuvre des portefeuilles dans le domaines de la bonne gouvernance, de la pauvreté/OMD et Environnement/Développement durable a permis de livrer aux bénéficiaires un certain nombre de produits, notamment : (i) des compétences et attitudes nouvelles dispensées dans le cadre de nombreux processus de formation, d'information et de visites d'expériences ; (ii) des équipements opérationnels ; (iii) des produits et de matières diverses entrant dans le cadre de l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base ; (iv) actions d'assainissement et de protection de l'environnement ; (v) accompagnement de réformes sectorielles dans le sens de la création d'un environnement plus favorable au développement.

Si de bonnes pratiques de viabilisation des acquis du programme ont été parfois mises en exergue par cet exercice d'évaluation, il est également apparu que l'environnement du programme pose globalement un problème d'appropriation nationale. L'instabilité gouvernementale ne permet pas souvent à la tutelle ministérielle de s'approprier les projets et programmes. Au niveau opérationnel, des malentendus persistants sur la prise en charge des cadres locaux sur les ressources de coopération gênent parfois le plein engagement de ces nationaux. Les agences d'exécution nationale connaissent par ailleurs, parfois, des problèmes de capacités, surtout dans le domaine de l'exécution budgétaire.

A ce propos, l'évaluation a enregistré avec bonne note les démarches entreprises par le bureau de pays au titre du projet d'appui au développement du CPD 2012-2016, pour mettre en œuvre un programme effectif de développement des capacités des partenaires nationaux de mise en œuvre, focalisé dans une première phase sur une équipe multidisciplinaire des formateurs, qui, à leurs tours, sont appelés à poursuivre cette initiative au niveau des différents partenaires.

Dans le cadre d'un dialogue largement entamé avec les partenaires nationaux de mise en œuvre dans le but de mener à bien cette évaluation, il ressort des propositions que ce rapport présente pour l'amélioration du travail du bureau de pays et celui des partenaires nationaux.

IV. Recommandations

La dimension suivi et évaluation sectorielle, le cas du présent exercice est une expérience à poursuivre par le bureau de pays de façon à minorer les charges des exercices d'évaluation individuelle et les garder dans des proportions en rapport avec les budgets de projets souvent modestes. Enfin, en termes de cibles, la société civile devrait être appelée à mieux accompagner le Programme de Pays, dans l'optique d'aider à l'émergence ou à la consolidation de ce qui a vocation à constituer un autre de régulation dans l'environnement local.

C'est à ce cadre qu'il s'impose que le bureau de pays et les partenaires poursuivre de façon sectorielle les démarches participatives de planifications futures au cours desquelles il sera possible d'analyser en détail la programmation pour 2014-2016 en tenant compte des priorités et de la disponibilité financière.

En relation à cette situation, des recommandations opérationnelles sont faites au niveau du portefeuille, à la fois dans le sens d'améliorer la poursuite de l'exécution de chaque projet pour l'année couverte, et dans la perspective de la planification 2014.

A ce niveau opérationnel, les recommandations sont articulées autour d'une matrice de mesures spécifiques pour débloquer des situations et faire avancer chacun des projets concernés.

Les recommandations stratégiques, assorties de la modalité de mise en œuvre nationale, sont les suivantes :

En direction du Bureau de pays :

- Au vu de la prévision de réduction des ressources régulières, il est fortement recommandé au bureau de pays de poursuivre sa stratégie et mécanismes de mobilisation de fonds supplémentaires pour appuyer le gouvernement dans le développement des programmes et projets d'ici la fin du cycle programmatique en cours ;
- Accroître les projets d'appui à la décentralisation
- Mieux cibler la Société civile
- Appuyer la mise en place de groupes thématiques de coopération/partenariat
- Mobiliser des Experts Genre pour une effective dimension genre dans chacun des projets de développement appuyés par le PNUD ;
- Poursuivre les actions de renforcement des capacités de gestion des partenaires de la mise en œuvre.
- Compte tenu de la fragilité de la plupart des fournisseurs nationaux, le PNUD devrait trouver une certaine souplesse concernant le mode d'approvisionnement en biens, en particulier en ce qui concerne les paiements.

En direction aux institutions gouvernementales de tutelle de mise en œuvre :

- Améliorer l'appropriation des institutions désignées comme partenaire de mise en œuvre des différents projets appuyés par le PNUD, notamment en ce qui concerne :
  - L'implication des partenaires doit être faite à partir de l'identification du projet, de l'élaboration des Plans Annuels de Travail (PAT) jusqu'à la fin du projet.
  - L'élaboration des Plans de Suivi et Evaluation (M&E) des PAT doit avoir lieu tout de suite après l'établissement des Plans Annuels de Travail ;
  - Le suivi des Plans de M&E doit être fait périodiquement, tous les trimestres;

- Hâter la finalisation du dispositif de coordination de l'Aide et assurer sa pérennité ;
- La nécessité de compatibilité de fonction de directeur nationale afin d'éviter la tutelle d'un cabinet ministériel dans la structure de gestion d'un projet de mise en œuvre nationale, en tenant en compte qu'une structure similaire n'est pas tenu à être évaluée dans le cadre de l'HACT;
- Adopter une approche inclusive pour une meilleure participation des populations et groupes cibles en questions de leurs développements;
- Utiliser le PNUD pour influencer les décisions du gouvernement;

Tel qui a été annoncé plus haut, au niveau opérationnel, les recommandations sont articulées autour d'une matrice de mesures spécifiques pour débloquer des situations et faire avancer chacun des projets concernés, distribués par domaine d'intervention, et qui à la fois est dans le sens d'améliorer la poursuite de l'exécution de chaque projet pour l'année couverte, et dans la perspective de la planification 2014:

Gouvernance

- Assemblée Nationale:
  - i) Donner suite à la constitution de la Base de Données des Activités Parlementaires, BADAP, tenant compte des *fluxogrammes* déjà présentés;
  - ii) Formation des cadres techniques et des députés ;
- Cour des Comptes

Dans le cadre du projet en pipeline :

- i) Appui du PNUD dans la réalisation des audits utilisant les Technologies d'Information et de Communication, TIC;

ii) Formation des cadres de la Cour des Comptes dans l'utilisation de ces nouveaux instruments.

- Programme de Réforme de la Justice
  - i) Inspection des magistrats des Tribunaux et du Parquet;
  - ii) Renforcement des capacités des magistrats des Tribunaux;
  - iii) Renforcement des capacités des magistrats du Parquet ;
  - iv) Création d'un Tribunal pour les Enfants: vu les limitations financières, il a été suggérée la création d'un Tribunal qui s'occupe, au même temps, des questions des mineurs, de la famille et du travail ;
  - v) Elaboration d'un rapport sur la drogue et la toxicodépendance à STP;
  - vi) Direction Générale d'Enregistrement et du Notaire: digitalisation des donnée/archive et formation des fonctionnaires;
  - vii) Laboratoire de la PIC : pour pouvoir exercer la médicine légale, il a été suggéré la création, avec l'appui du PNUD, d'un espace (même dans l'hôpital Dr. Ayres de Menezes) équipée et avec des cadres formés afin de rendre ce secteur une réalité ;
  - viii) Services Pénitentiaires et de Réinsertion Sociale: Tant que l'on ne construit pas de nouvelles installations, il est urgent qui certaines améliorations soient introduites dans le bâtiment existant.

- Cabinet d'enregistrement et de l'Information Publique, GRIP
  - i) Programmes télévisés pour l'information et diffusion des activités du secteur du pétrole;
  - ii) Besoin de déplacement en visite à JDA (Joint Development Authority) en Abuja afin d'établir des mécanismes de récolte d'information ;
  - iii) Compléter les équipements fournis (UPS)

- Commission Electorale Nationale, CEN :

  Le PNUD est un partenaire traditionnel de la CEN et puisque c'est prévu pour 2014 la réalisation des élections législatives, régionales et municipales, il est recommandé que le bureau de pays donne son appui utilisant des fonds propres et en faisant la gestion des fonds des autres partenaires. Cependant, cette demande d'appui doit être formalisée par le gouvernement de la RDSTP.

Lutte contre la Pauvreté/Atteintes des OMD

- Appui au septième programme du Pays 2012-2016

  i) En ce qui concerne les activités liées à SÎSA, une fois cette base de données soumis à UCA, cela reviendra au PNUD faire l'audite et procéder à son installation et le transfert pour le serveur ;

  ii) La version préliminaire du rapport final sur l'étude du mécanisme de suivi de l'aide Publique au Développement, APD, a été soumis à UCA et attend, de la part des autorités nationales, sa validation et diffusion ;

  iii) En ce qui concerne les modèles interactifs des modules de formation pour les formateurs en NIM/ONG, l'équipe doit être renforcée avec une bonne représentation sectorielle jusqu'à la fin de la première semaine de décembre/2013;

  iv) Partager avec l'équipe nationale et les modèles et les termes de référence de la formation;

  v) Après la définition du thème du Rapport Nationale sur le développement Humain, RNDH: *LA QUALITÉ DE LIDERSHIP COMME FACTEUR QUI PEUT LIMITER L'INSTABILITÉ POLITIQUE*, les pas suivants devront être donnés pour qu'il soit rédigé en 2014.

- Appui au Mécanisme de planification

  i) Relativement à l'élaboration du rapport sur les OMD, le fait que le mois de décembre est inapproprié pour la collecte de données auprès des secteurs, le Bureau de pays doit informer officiellement les secteurs concernés de la réalisation de ladite mission pour que l'Observation de Réduction de la Pauvreté procède au lancement du processus et agit en conséquence.

Environnement et Développement Durable

Les trois projets dont la mobilisation a été réussie en 2013 démarreront opérationnellement leurs activités en 2014. Il s'agit notamment de :

1) « Promotion de la durabilité environnementale et de la résilience climatique basé sur l´hydro-électricité à travers une approche intégrée Energie renouvelable- dégradation des terres et gestion durable des forêts à Sao Tomé e Principe *» ;*

2) « Renforcement de l´information climatique et des systèmes d´alerte précoce en république démocratique de Sao tomé e Principe à travers le développement de la résilience et l´adaptation aux changements climatiques »,

3) « Améliorer les capacités des communautés rurales dans les districts de Caué, Cantagalo, Me-Zochi, Lemba, Lobata et la Région Autonome de Principe aux options de résilience climatiques en milieu rural ».

Il est donc recommandé:

i) Plaidoyer du PNUD auprès des ministères de tutelle sur la modalité d'exécution des projets;

ii) Réalisation, obligatoirement, des rencontres du Comité de Pilotage tous les trois mois;

iii) Rencontre obligatoire avec les responsables clés des projets pour procéder au suivi et évaluation des activités proposées;

iv) Règlementation, par le gouvernement, du fonctionnement des comités techniques des projets.

ANNEXES

- Liste des personnes rencontrées
- Ressources documentaires
- Tableau d'analyse sur l'état d'exécution des projets (janvier – décembre 2013)
- Tableau d'analyse sur l'état de la performance du Plan Intégré du Bureau de Pays (IWP) 2013

Ressources documentaires

1. Plans de Travail Annuel 2013 des projets couvrant le portefeuille Bonne Gouvernance
2. Plans de Travail Annuel 2013 des projets couvrant le portefeuille Lutte contre la pauvreté/Atteinte des OMD
3. Plan de Travail Annuel 2012-2013 du projet Adaptation aux Changements climatiques (Programme Régional AAP)
4. Documents de Mobilisation des Ressources dans le portefeuille Environnement/Développement durable 2014-2015
5. Combined Delivery Report (CDR) de tous les projets en cours
6. Plan d'Action de l'UNDAF 2012- 2016
7. Projet Descriptif de programme de pays pour Sao Tomé et Principe (2012-2016)
8. Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté-II, Programmes des Actions Prioritaires, 2013-2016 ;